



FRANCE

ÉDUCATION

Une partie des parents soutient la grève dans l'éducation nationale

La FCPE appelle les familles à « ne pas envoyer les enfants » en classe jeudi pour protester contre la gestion par le gouvernement de la crise

Une fois n'est pas coutume. Le mouvement de grève lancé par les syndicats enseignants pour jeudi 13 janvier a reçu des soutiens au-delà de la sphère des professionnels de l'éducation. Lundi, la FCPE, première organisation de parents d'élèves, a signé l'appel à la grève et invité les parents à se mobiliser jeudi pour protester contre la gestion, par le gouvernement, de la crise sanitaire à l'école. « Pour dire au ministre de l'éducation nationale et au gouvernement que ça suffit », la FCPE appelle les familles à « ne pas envoyer les enfants » en classe jeudi, et à se joindre aux manifestations.

« Comme les enseignants, les parents n'en peuvent plus de subir des protocoles qui changent et qui sont toujours très lourds pour les élèves et les équipes éducatives », écrit la FCPE dans son communiqué. Les assouplissements de protocole annoncés lundi 10 janvier par le premier ministre, Jean Castex, n'ont rien changé à la position « rare », selon le porte-parole de la fédération des représentants de parents d'élèves. « La question n'est pas réglée » avec la possibilité de recourir à trois autotests, explique Rodrigo Arenas.

Les difficultés à se procurer des autotests en pharmacie font craindre aux parents des obstacles persistants pour se conformer au protocole, et la contrainte des tests nasopharyngés, très pénibles pour les plus jeunes, « continue de peser sur les enfants ». La so-

lution, selon la fédération, reste de « dépister les enfants en milieu scolaire avec des tests salivaires ».

Mais la colère qui motive l'appel à la mobilisation dépasse le seul protocole sanitaire. Les parents rejoignent le ministre de l'éducation nationale sur la nécessité de garder les écoles ouvertes, dans

l'intérêt des élèves. « Mais ouvrir les portes de l'école ne suffit pas », affirme Rodrigo Arenas, dénonçant la situation actuelle dans laquelle des classes sont à moitié vides et des enfants, régulièrement absents, souffrent dans leurs apprentissages.

Une grève difficile à discréditer

L'enjeu pour la FCPE, comme pour les enseignants, est celui des moyens donnés à l'école pour accueillir les élèves et assurer sa mission d'enseignement dans de bonnes conditions malgré la crise sanitaire. Un « quoi qu'il en coûte » décliné au monde scolaire pour sortir de l'alternative implicite du protocole sanitaire : tester ou fermer.

Pour Rodrigo Arenas, cela implique une meilleure sécurisation des classes pour éviter les contaminations, des moyens pour assurer le remplacement de tous les enseignants absents et « pas seulement pour faire garderie », ou encore des solutions pour l'enseignement à distance des élèves obligés de rester chez eux alors que leur enseignant est en classe.

Hanaine Ben Hadj, de la FCPE 93, a décidé – comme, assure-t-elle, plusieurs parents de Villepinte –





de ne pas envoyer sa fille au lycée jeudi. « Je vois clairement une différence entre les conditions qu'a connues mon aînée de 22 ans et celles que subit aujourd'hui ma fille scolarisée en 2^{de}, explique-t-elle. La scolarité des élèves est dégradée parce qu'on ne met pas assez de moyens pour faire face à la situation. »

Visible ou non dans les salles de classe jeudi, ce soutien est surtout « très important » politiquement pour la viabilité et la portée du mouvement des enseignants, souligne André D. Robert, professeur émérite à l'université

Lyon-II. « L'appui d'une organisation majoritaire de parents d'élèves est la garantie, pour les syndicats enseignants, de la réception de leur mouvement dans une partie de la société », détaille ce spécialiste du syndicalisme enseignant, soulignant qu'il est ainsi difficile de discréditer la grève au motif qu'elle irait à l'encontre de l'intérêt des élèves et des parents.

Les autres associations de parents d'élèves ne se sont pas jointes à l'appel. Dans le privé, l'APEL estime que la période est « difficile » mais que « la grève va surtout compliquer la vie des familles », selon son président, Gilles Demarquet. Même position pour la PEEP, deuxième fédération de parents d'élèves du public, pour laquelle il existe « d'autres moyens de se faire entendre », selon son vice-président, Laurent Zameczkowski.

L'organisation soutient cependant certaines revendications

des enseignants et rejoint la FCPE sur plusieurs points. Installation de capteurs de CO₂ dans toutes les salles de classe, campagnes massives de dépistage salivaire organisées dans les écoles, masques FFP2 pour les enseignants... Sans soutenir l'appel à la grève, la PEEP attend, elle aussi, d'autres mesures pour maintenir les « établissements ouverts en toute sécurité ». ■

ELÉA POMMIERS

**L'ENJEU POUR LA FCPE,
COMME POUR LES
ENSEIGNANTS, EST CELUI
DES MOYENS DONNÉS
À L'ÉCOLE POUR
ACCUEILLIR LES ÉLÈVES**

